



Les Rapports d'activité 2002 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés, d'une part, de photographies montrant la vie des agences et succursales BANK OF AFRICA et, d'autre part, de sujets mettant en avant la créativité du continent africain. Dans de nombreux univers, tels ceux de la recherche scientifique, de l'agronomie, des nouveaux circuits économiques, de la santé, des nouvelles technologies, et bien sûr, de la création artistique et culturelle, l'Afrique innove.

Tour du Faso : ça roule pour le Faso.

Né en 1987, le Tour de Faso fait désormais partie des grands événements internationaux qu'organise le Burkina Faso. La 16^è édition s'est déroulée du 30 octobre au 10 novembre 2002, sur un parcours d'environ 1300 km, en 11 étapes. Comprenant en 2002 sept équipes ouest-africaines, la manifestation est résolument placée sous le signe de l'intégration régionale. Depuis 2001, le Tour du Faso est parainé par la Société du Tour de France qui inaugure ainsi son premier partenariat international et donne à l'épreuve une dimension élargie. Cette collaboration a également permis à des cyclistes burkinabé de bénéficier de stages de perfectionnement en France.

www.letour.fr © photos : A.S.O.

Le mot du Directeur Général



L'exercice 2002 s'achève pour la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) dans la lignée de l'exercice précédent : le rythme de croissance demeure élevé et les parts de marché de la Banque sont en progression sensible.

La rentabilité s'est confortée avec un résultat final encore en nette augmentation, même après des dotations conséquentes aux comptes de provisions, ce qui permet d'assurer aux actionnaires un dividende de 15%, tout en consolidant les fonds propres.

Au 31 décembre 2002, la BOA-BURKINA FASO occupe, pour la première fois, le cinquième rang des banques du Burkina sur un total de sept.

Les dépôts de la clientèle, en accroissement de 55% par rapport au 31 décembre 2001, ont ainsi atteint 9,3% du marché national et passent de 25 359 millions de F CFA en 2001 à 39 327 millions de F CFA pour l'exercice étudié. Dans le même temps, le emploi, rapportés à l'exercice précédent, augmentaient de 63% pour se situer à 10,2% de l'ensemble des crédits distribués par les banques burkinabé ; les crédits distribués à la clientèle de la Banque s'élèvent en effet de 19 167 millions de F CFA en 2001 à 31 169 millions de F CFA fin 2002. La part de marché de la BOA-BURKINA FASO gagne ainsi en 2002 plus de deux points, tant en ressources qu'en emplois.

Les autres données fondamentales évoluent également de façon positive sur l'exercice sous revue et on observe des hausses de 35,5% du total du bilan, de 40,7% du nombre de comptes et de 8,5% du bénéfice net.

La rentabilité s'est encore améliorée et la structure financière poursuit sa consolidation avec un résultat 2002 après impôts de 417 millions de F CFA, contre 385 millions de F CFA pour la période antérieure, après une nouvelle dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) de 267 millions de F CFA.

Les performances des équipes se renforcent également et on constate un coefficient d'exploitation qui se situe en 2002 à 54,4% contre 61,0% à la fin de l'exercice précédent.

Enfin, la recherche d'une meilleure qualité de service, préoccupation constante de la BOA-BURKINA FASO, a continué de s'exprimer en 2002, notamment par l'aménagement des locaux du Siège, le lancement de nouvelles unités d'exploitation, l'installation de Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) et la mise en service d'une carte de retrait, l'adoption de la nouvelle version du progiciel IGOR, ainsi que par la participation de nombreux agents à des sessions de formation.

Ces résultats satisfaisants, conséquences de la poursuite de la stratégie définie par le Plan Triennal de Développement (PTD) 2001-2003, s'inscrivent positivement dans

l'application de celui-ci, puisque nombre des réalisations constatées en 2002 sont au-delà des objectifs inscrits au PTD 2001-2003.

José ESPEILLAC

Directeur Général

Faits marquants

Au cours de l'année 2002

Avril

- Lancement de la deuxième campagne commerciale « Comptes d'épargne ».
- Participation à Cotonou aux Rencontres BANK OF AFRICA 2002 pour les cadres du réseau.

Mai

- Distribution du premier dividende de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO.

Juin

- Augmentation de 250 millions de F CFA du capital de la Banque, porté à 1 500 millions de F CFA.

Juillet

- Dépassement du seuil des 9% du marché bancaire en termes d'encours de crédit à la clientèle.

Septembre

- Prise de participation de 1% dans le capital de BANK OF AFRICA - BENIN

Novembre

- Installation de la nouvelle version du progiciel informatique central IGOR.
- Franchissement du seuil de 35 milliards de F CFA de dépôts de la clientèle.
- Démarrage des travaux de construction de l'Agence de KOUPELA.

Décembre

- Participation à Dakar aux Rencontres BANK OF AFRICA 2002 pour les Administrateurs du réseau.

Chiffres clés

Au 31/12/2002

Activité	
Dépôts clientèle*	39 327
Créances clientèle*	31 169

Résultat	
Produit Net Bancaire *	3 195
Charges de fonctionnement *	1 452
Résultat Brut d'Exploitation *	1 453
Résultat Net *	417
Coefficient d'exploitation (%)	54,4

Structure	
Total Bilan *	47 066
Fonds Propres après répartition *	2 483
Fonds Propres/Total Bilan (%)	5,3
Effectif moyen pendant l'exercice	63

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

- M. Lassiné DIAWARA, Président du Conseil d'Administration
- M. Paul DERREUMAUX, Vice-Président
- Société Financière Neerlandaise pour le Développement (FMO), représentée par M. Brahim ANANE
- M. Amadou Mamadou AW (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- M. Delchan OUEDRAOGO, Administrateur
- Cauris Investissement, représenté par M. Yawo Noël EKLO
- Union des Assurances du Burkina (UAB), représentée par M. Soumaïla SORGHO
- M. Francis SUEUR (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)
- BANK OF AFRICA - NIGER, représentée par M. Boureima WANKOYE

Répartition du capital

Au 31/12/2002, la répartition du capital s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	39,7%
Autres BANK OF AFRICA	13,0%
Actionnaires Burkinabé	27,3%
Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO)	9,6%
Cauris Investissement S.A	10,0%
Autres	0,4%

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 avril 2003 pour l'exercice social 2002.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2002

Une légère reprise de l'activité économique mondiale s'est traduite en 2002 par un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 2,3% contre 1,9% en 2001, principalement dû à l'évolution constatée aux Etats-Unis et en Asie.

Aux Etats-Unis, c'est la hausse des consommations publique et privée du début de l'année, ainsi qu'une reprise des investissements des entreprises et des exportations qui ont permis une progression de 2,3%.

En Asie, l'amélioration enregistrée, de l'ordre de 6%, résulte principalement de politiques monétaires plus souples et de l'inscription des dispositions nécessaires dans les budgets publics. Au cours du premier semestre, les exportations ont été spécialement soutenues dans cette région du monde, permettant ainsi une nette croissance de l'activité.

En Afrique sub saharienne, l'activité économique est demeurée stable, le PIB augmentant d'environ 2,6%. La demande intérieure a été stimulée en particulier par d'importantes dépenses publiques.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le rythme de l'activité économique a subi l'influence des troubles en cours en Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 : la croissance du PIB s'est donc limitée à 2,7% contre 2,9% en 2001. En revanche, le taux d'inflation annuel moyen a été contenu à 2,9% contre 4,1% en 2001.

Au Burkina Faso, l'année 2002 aura été une période de consolidation avec un taux de croissance économique de l'ordre de 5,6%, très voisin de celui de l'année précédente qui était de 5,7%.

Le secteur primaire, dans son ensemble, a connu un ralentissement des activités et ne contribue que pour environ 1,5 point au taux de croissance du PIB.

Les conséquences de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire ont en effet infléchi à la baisse les résultats espérés dans le domaine de l'élevage, alors que la pluviométrie, considérée comme normale, permettait des niveaux de production plutôt bons dans les domaines vivriers et céréaliers.

La production de coton graine a marqué pour sa part un léger ralentissement puisqu'elle est évaluée à près de 380 000 tonnes pour la campagne 2001-2002. Les prix payés aux producteurs sont restés stables, tandis que les exportations ont toutes été négociées à un cours légèrement supérieur au cours plancher fixé en début de campagne. La crise

ivoirienne a entraîné un allongement des délais d'évacuation auquel correspondra une période plus longue de financement.

Dans le secteur secondaire, la croissance s'est maintenue à près de 1,4 point contre 1,3 l'an dernier. Quant au tertiaire, il représente cette année environ 46% de la valeur ajoutée intérieure.

L'indice des prix à la consommation connaît une hausse relativement modérée de près de 2,5% malgré l'augmentation des prix des produits pétroliers, suite à la mise en place du nouveau système de tarification à la pompe. Les résultats satisfaisants des campagnes agricoles constituent le principal facteur explicatif de cette maîtrise de l'évolution des prix.

Les comptes extérieurs s'améliorent à nouveau puisque le déficit est évalué à 13,7% du PIB, hors dons, de l'année 2002. Cette amélioration est surtout due à la réduction du déficit commercial imputable aux bonnes recettes d'exportation du coton.

La masse monétaire a évolué à un rythme légèrement supérieur à l'an dernier - +5,1% sur l'exercice 2002 - pour s'élever à 446,1 milliards de F CFA. Le crédit intérieur ne progresse que de 2,2% pour s'établir à 315,1 milliards de F CFA, en raison de l'accroissement des crédits à l'économie et de la contraction de la position nette de l'Etat. Les avoirs extérieurs nets se sont accrus pour leur part de 11,7%, pour se situer à 143,1 milliards de F CFA.

Les recettes budgétaires totales augmentent de près de 20% pour représenter environ 15% du PIB en 2002. L'évolution provient des recettes de fiscalité intérieure, dont l'amélioration est expliquée par l'adoption de mesures spécifiques visant à élargir fiscale en renforçant l'efficacité des régies financières et la lutte contre la fraude.

Les dépenses totales, y compris celle financées sur les ressources provenant de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PTE), représentent 28,5% du PIB contre un peu plus de 25% en 2001.

Pour l'année 2003, il est attendu une croissance économique de 5,7% qui tient compte notamment d'un ralentissement des activités du secondaire et d'une accélération des activités dans les domaines du primaire et du tertiaire.

Cette projection fait abstraction des répercussions du conflit en Côte d'Ivoire et de la crise irakienne.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2002

Le total du bilan du cinquième exercice de la Banque atteint le montant de 47 066 millions de F CFA, en hausse de 12 322 millions de F CFA, soit +35% par rapport à l'année 2001. Cette évolution très favorable est principalement due à l'accroissement encore important des dépôts collectés.

En effet, partant de 25 359 millions de F CFA en début d'exercice sous revue, les ressources de clientèle s'affichent à 39 327 millions de F CFA fin décembre 2002, avec un gain de 13 968 millions de F CFA, correspondant à une augmentation de 55% sur l'année 2002.

Celles-ci ont largement bénéficié des actions commerciales soutenues mises en place dans le cadre du Plan Triennal de Développement (PTD) 2001-2003 et leur part de marché est désormais supérieure à 9% alors qu'elle s'établissait à près de 7% un an plus tôt.

La variation positive du nombre de comptes en 2002 a de nouveau été très vive - +41% sur l'année - , malgré une élimination régulière des comptes inactifs.

Alors que le nombre de comptes à vue des particuliers s'élevait de 33,7%, les ressources correspondantes ont connu une augmentation de 57,9% sur l'exercice étudié, mettant ainsi en évidence le net accroissement du solde créditeur moyen des comptes de cette catégorie.

En ce qui concerne les comptes d'épargne, à la suite d'une nouvelle campagne menée dans le courant du premier semestre 2002, les encours globaux ont évolué positivement de 1 352 millions de F CFA sur l'année 2002, soit +72,4% par rapport à 2001 ; le taux de fidélisation des clients concernés, exprimé par le ratio de l'effectif de ces comptes d'épargne par rapport à celui des comptes de chèques, s'est encore amélioré depuis 2001.

Les soldes moyens des comptes des organismes non commerciaux ont connu un certain fléchissement, en raison du fait que de nombreux clients classés dans cette catégorie fonctionnent sur la base de budgets annuels qui s'épuisent fin décembre. Néanmoins, le nombre des comptes de ce type a encore enregistré un accroissement remarquable en 2002 - +37,9% sur l'exercice - et l'encours correspondant a progressé de 7% par rapport à 2001.

Les dépôts des comptes courants commerciaux, qui représentent la base de la clientèle, se chiffrent en décembre 2002 à 19 344 millions de F CFA, comptes à terme inclus, soit 49,2% de l'ensemble des ressources de clientèle, et sont en augmentation d'un peu plus de 6% par rapport à fin 2001.

En ce qui concerne enfin les dépôts à terme, ceux-ci se sont élevés globalement de 54% sur l'exercice 2002, la poussée étant particulièrement marquée pour les comptes d'entreprises.

L'Agence de Bobo-Dioulasso a largement contribué à ces bons résultats : le nombre total de comptes gérés par cette implantation s'est accru de 34,6% pendant l'année 2002 et ses encours ont enregistré pendant la même période une amélioration notable de 35%, malgré les nivellements réguliers des représentations locales vers Ouagadougou, spécialement en fin d'année. L'Agence poursuit donc son développement à un rythme soutenu et confirme l'importance de son rôle au sein de la BANK OF AFRICA - BURKINA

FASO.

Les emplois totaux de clientèle atteignent en décembre 2002 un encours de 31 169 millions de F CFA. Malgré les pointes saisonnières liées aux crédits de campagne, la croissance des engagements directs, que l'on note à +62,6% par rapport à fin 2001, constitue un pic passager expliqué par une utilisation renforcée des possibilités de crédits en fin d'année 2002, mouvement lui-même motivé par les nombreuses craintes liées aux répercussions économiques et financières de la crise ivoirienne. Malgré cette poussée, le ratio « Dépôts collectés/crédits de trésorerie » est de 126,2% en décembre 2002, assez proche de celui de fin 2001 qui était de 132,3%.

La part de marché des crédits, légèrement supérieure à 10%, en décembre 2002 contre 8% environ en décembre 2001, confirme l'élargissement régulier de la place de l'établissement dans le système bancaire national. Comme pour ce qui concerne les ressources drainées, cette progression généralisée des crédits distribués par la Banque a été d'une ampleur variable selon les catégories concernées.

Le volume des escomptes a atteint pour sa part 2 044 millions de F CFA fin 2002 contre 1 090 millions de F CFA l'an dernier, enregistrant ainsi une avancée de 88% sur l'année sous revue, en particulier sous l'effet d'un allongement des usances induit par les délais supplémentaires d'approvisionnement et d'un recours de plus en plus fréquent à ce type de crédit souvent assorti d'un aval.

L'encours des prêts à court terme a marqué la hausse la plus spectaculaire - +261% -, en passant de 2 183 millions de F CFA en 2001 à 7 885 millions de F CFA au 31 décembre 2002.

La hausse du taux de pénétration auprès des entreprises nationales et le succès croissant des prêts consentis aux particuliers, notamment grâce aux résultats de la campagne « prêt scolarité », sont les principaux facteurs justifiant cette poussée.

Les découverts et les prêts à moyen terme ont connu chacun un taux d'accroissement légèrement inférieur à 40% dans l'exercice étudié.

Enfin, le crédit de campagne de commercialisation du coton, géré en pool, s'établit à 6 750 millions de F CFA fin 2002 contre seulement 5 305 millions de F CFA fin 2001, par suite des difficultés d'évacuation de la fibre.

Les engagements par signature se sont améliorés de 235% au cours de la période pour atteindre un encours global de 15 356 millions de F CFA à fin décembre 2002.

Tant en matière de crédits documentaires que d'avaux délivrés en garantie d'opérations d'importations, cette très forte augmentation est due, pour une bonne part, au net allongement des délais d'arrivée des marchandises en raison de la crise en Côte d'Ivoire. Le renforcement de la place de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO sur le marché national explique également cette poussée.

Les produits d'exploitation se chiffrent à 4 672,7 millions de F CFA au 31 décembre 2002 et ont progressé de près de 35% par rapport à 2001, hors produits exceptionnels qui se chiffrent à 265,7 millions de F CFA.

L'avancée constatée des produits de trésorerie, de plus de 120%, provient à la fois des produits issus des correspondants bancaires, de ceux provenant des prêts interbancaires et du revenu des obligations, qui ont augmenté respectivement de 167%, de 86% et de 70% sur l'exercice sous revue.

Les produits de clientèle passent à 3 920,9 millions de F CFA sur l'année 2002, marquant ainsi que hausse de 28,6% par rapport à fin 2001. Parmi ceux-ci, il convient de noter les intérêts perçus sur crédit de campagne qui se sont élevés à 661,4 millions de F CFA fin 2002, enregistrant une avancée de plus de 40%, et l'accroissement de 34% des produits sur crédits à moyen terme, sous l'effet conjoint de l'importante évolution des encours et de la bonne rentabilité des prêts aux particuliers.

En ce qui concerne les commissions cumulées, y compris celle sur les engagements par signature, la Banque a encaissé 369,4 millions de F CFA en 2002 contre 246,4 millions de F CFA en 2001, soit une progression de 50% rapportée à l'exercice précédent. Cette évolution positive correspond à une importante augmentation des opérations et à la politique de modération des conditions, poursuivie tout au long de l'exercice sous revue.

Les produits accessoires croissent de 461,5 millions de F CFA en 2001 à 699,9 millions de F CFA fin 2002, soit une poussée de 51,6%. La croissance régulière des activités de la Banque, tant sur le plan local qu'à l'international, et l'effet mécanique dû à l'augmentation du nombre des comptes expliquent cette évolution satisfaisante.

Les charges d'exploitation s'établissent globalement à 2 728,3 millions de F CFA au 31 décembre 2002, contre 2 173,3 millions de F CFA fin 2001, en augmentation de 25,5% et de 555 millions de F CFA.

Les charges bancaires, qui s'élèvent pour l'année 2002 à 1 212,5 millions de F CFA, n'évoluent que de 25,5%. Dans ce chapitre, les intérêts sur comptes à terme, d'un montant de 816 millions de F CFA, augmentent de 50% et les intérêts sur comptes sur livrets progressent de 73%, pour se situer à 80,5 millions de F CFA. On constate simultanément une régression des charges sur les prêts interbancaires, en raison de l'impact conjugué de l'augmentation du capital et d'une collecte supérieure auprès de la clientèle.

Les charges salariales s'élèvent de 43,7%, mais restent en harmonie avec les prévisions initiales établies pour l'exercice 2002, la surcharge de fin d'année correspondant au nouveau flux de recrutement destiné aux unités d'exploitation dont l'ouverture est programmée en 2003.

La forte élévation des impôts et taxes, qui s'établissent en 2002 à 38,8 millions de F CFA, s'explique notamment par les droits liés à l'augmentation du capital et par

l'acquisition de l'immeuble de Koupela.

Les travaux, fournitures et services extérieurs marquent une progression relativement modérée de 11,4% et s'inscrivent à 584 millions de F CFA sur l'année 2002.

Les frais divers de gestion connaissent une hausse plus soutenue - +17,7% par rapport à 2001 - et atteignent un total de 357,5 millions de F CFA sur l'exercice étudié, en dépassement de 9,5% du budget initialement fixé ; les dépenses de fournitures de bureau et de publicité, qui enregistrent la plus forte augmentation, sont toutefois directement liées au développement des opérations de la Banque.

Les immobilisations nettes n'ont augmenté que de 218 millions de F CFA, après une dotation aux amortissements de 246,7 millions de F CFA, mais les frais engagés pour l'extension de l'Agence de Bobo-Dioulasso sont toujours en immobilisations en cours puisque la réception définitive du bâtiment n'est pas encore intervenue.

Avec des produits d'exploitation de 4 407 millions de F CFA à fin 2002, desquels sont déduits 1 212,5 millions de F CFA de charges bancaires, le Produit Net Bancaire (PNB) de l'année 2002 gagne 38,7% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 3 194,5 millions de F CFA.

Après prise en compte des frais de fonctionnement pour 1 515,8 millions de F CFA, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) de l'année sous revue, avant amortissements, est arrêté à 1 678,7 millions de F CFA et marque un progrès de 53,2% par rapport à celui de l'an 2001.

Le résultat final net de l'exercice atteint 417,3 millions de F CFA, après intégration:

- des dotations aux amortissements pour 246,7 millions de F CFA ;
- des dotations nouvelles aux provisions pour créances en souffrance de 410,1 millions de F CFA ;
- d'une dotation complémentaire au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) pour 266,8 millions de F CFA, ce qui permet d'élever l'encours de ce fonds à 1,75% des engagements directs et par signature non provisionnés ;
- de 37,4 millions de F CFA de solde net de charges et produits exceptionnels ;
- de 375,2 millions de F CFA d'impôts sur les bénéfices.

Ce bénéfice permet de servir, pour la seconde année consécutive, un dividende aux actionnaires, porté à 15% du capital social.

Les résultats obtenus, dans un contexte plutôt favorable, autorisent la Banque à renforcer une fois encore ses fonds propres. Ils concrétisent les efforts consentis au quotidien par l'ensemble du personnel, dans tous les domaines, auquel le conseil d'Administration adresse, en votre nom, ses vives félicitations pour les progrès obtenus, ainsi que ses encouragements à poursuivre dans cette voie.

Un hommage particulier doit enfin être rendu aux actionnaires pour le soutien apporté à

la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO dans le courant de l'exercice, à l'occasion de l'augmentation du capital.

Pour l'année 2003, les orientations antérieures seront confirmées et une action toujours plus soutenue sera menée en matière de collecte des ressources en s'appuyant, dès le mois de mai prochain, sur un réseau plus étendu, qui comptera quatre unités d'exploitation.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Rapport général des commissaires aux comptes

En exécution du mandat de Commissaires aux Comptes de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) que vous avez bien voulu nous confier, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général de vérification des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2002.

Opinion sur les comptes

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes généralement admises.

Ces normes exigent que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas des anomalies significatives. Notre révision comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les états financiers.

Notre mission comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la direction de la société, ainsi qu'une appréciation générale de la présentation des états financiers.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas décelé d'erreurs significatives susceptibles de remettre en cause la fiabilité des comptes et états financiers clos au 31 Décembre 2002.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la BOA-BURKINA FASO arrêtés au 31/12/2002, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous les aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à cette date.

Respect de la réglementation bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire, nous avons examiné le respect par la BOA-BURKINA FASO des dispositifs prudentiels édictés par la BCEAO.

A l'issue de nos contrôles, nous formulons les observations suivantes :

- Les ratios suivants ne respectent pas les normes requises par la BCEAO. Il s'agit :
- Du ratio de structure du portefeuille.
Le ratio de structure du portefeuille est de 30,25% contre un minimum exigé de 60%.

- Du ratio de crédit des personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle, ou au fonctionnement de la banque.

Le ratio de crédit des personnes participant à la direction de la banque s'établit à 36,05% contre un maximum autorisé de 20%

- Tous les autres ratios prudentiels sont respectés par la banque au 31/12/2002.

Autres vérifications et informations spécifiques

Conformément aux dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 Avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, les Commissaires aux Comptes vérifient la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration ou de l'administrateur général, selon le cas, et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

Les contrôles effectués conformément aux dispositions dudit article n'appellent pas d'observations de notre part.

Ouagadougou le 10 Mars 2003

Les Commissaires aux Comptes

C.E.DO.RE.C-SARL :

Alassane TRAORE, Expert Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

SOFIDEC-SARL :

Oumarou G. SINARE, Expert Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA du 17 Avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou un directeur général ou un directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général

adjoint de la personne morale contractante.

L'administration intéressé est tenu d'informer le conseil d'administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le président du conseil d'administration ou le président directeur général avise le Commissaire aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 suivants dudit Acte Uniforme OHADA :

Conventions conclues antérieurement et dont l'exécution s'est poursuivie pendant l'exercice

Convention d'assistance technique avec AFH-SERVICES

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : assistance technique de AFH-SERVICES au profit de BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées à AFH-SERVICES par BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à F CFA 117,04 millions pour une charge de F CFA 146,3 millions, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20% au titre des prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateurs intéressés : MM. Paul DERREUMAUX, Francis SUEUR et Boureima WANKOYE.

Nature et objet de la convention : assistance technique de AISSA-SARL au profit de BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à F CFA 32,3 millions pour une charge de F CFA 40,4 millions, compte tenu de l'incidence de la retenue fiscale de 20% au titre de prestations fournies par un prestataire non établi au Burkina Faso.

Convention de prêt subordonné avec FMO

Administrateur intéressé : F M O

Nature et objet de la convention : prêt subordonné de F CFA 350 millions au taux de base du marché monétaire de la BCEAO majoré de 1,50% de marge de service, convertible en actions BOA-BURKINA FASO, réduit à 326 millions F CFA suite à l'augmentation de capital intervenue courant 2002.

Effets produits au cours de l'exercice : les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à F CFA 21,8 millions.

Convention prêt interbancaire avec Cauris-Investissement

Administrateur intéressé : Cauris-Investissement

Nature et objet de la convention : prêt interbancaire de F CFA 500 millions de taux de 6,5% mis en place le 14-09-2000 durée : 3 mois renouvelables sur 12 mois maximum, prorogé jusqu'au 31/12/2002.

Effets produits au cours de l'exercice : les intérêts courus sur l'exercice s'élèvent à F CFA 33 Millions.

Ouagadougou le 10 Mars 2003

Les Commissaires aux Comptes
C.E.DO.RE.C-SARL :
Alassane TRAORE
Expert Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

SOFIDEC-SARL :
Oumarou G. SINARE

Expert Comptable inscrit à l'ONECCA-BF

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA).

Actif

Actif	Exercice 2001	Exercice 2002
Caisse	1 146 933 323	1 370 546 733
Créances interbancaires	11 010 294 548	9 468 740 313
• A vue	9 769 576 753	6 433 369 168
· Banque centrale	4 262 238 467	3 095 202 629
· Trésor public, CCP	34 740 139	14 306 884
· Autres établissements de crédit	5 472 598 147	3 323 859 655
• A terme	1 240 717 795	3 035 371 145
Créances sur la clientèle	19 166 597 254	31 169 192 671
• Portefeuille d'effets commerciaux	1 090 306 848	2 043 780 163
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	1 090 306 848	2 043 780 163
• Autres concours à la clientèle	12 221 709 473	20 403 807 018
· Crédits de campagne	5 305 000 000	6 570 150 000
· Crédits ordinaires	6 916 709 473	13 833 657 018
• Comptes ordinaires débiteurs	854 580 933	8 062 705 490
• Affacturage		658 900 000
Crédit-bail et opérations assimilées		
Titres de placement	1 435 700 000	1 202 100 000
Immobilisations financières	59 371 310	293 891 410

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2002

Immobilisations incorporelles	63 193 482	54 895 258
Immobilisations corporelles	1 143 445 311	1 361 693 202
Actionnaires et associés		
Autres actifs	522 606 247	1 855 375 514
Comptes d'ordre et divers	195 620 278	289 174 836
Ecart d'acquisition		
Total de l'actif	34 743 761 753	47 065 609 937

Hors Bilan	Exercice 2001	Exercice 2002
Engagements donnés	4 577 646 802	15 356 800 480
• Engagements de financement	405 743 365	1 502 474 149
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	405 743 365	1 502 474 149
• Engagements de garantie	4 171 903 437	13 854 326 331
· D'ordre d'établissements de crédit		1 450 431 231
· D'ordre de la clientèle	4 171 903 437	12 403 895 100
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2001	Exercice 2002
Dettes interbancaires	6 402 072 708	2 703 749 577
• A vue	399 976 938	686 590 398
· Trésor public, CCP		6 090 689
· Autres établissements de crédit	399 976 938	680 499 709

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2002

• A terme	6 002 095 770	2 017 159 179
Dettes à l'égard de la clientèle	25 359 245 734	39 326 817 160
• Comptes d'épargne à vue	1 830 480 950	3 182 009 269
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	12 192 881 722	18 386 910 690
• Autres dettes à terme	11 335 883 062	17 757 897 201
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	586 705 863	983 732 473
Comptes d'ordre et divers	417 564 665	1 280 288 643
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissements		
Fonds affectés	379 766 031	326 000 000
Fonds pour risques bancaires généraux	218 155 912	484 968 337
Capital ou dotation	1 250 000 000	1 500 000 000
Primes liées au capital		
Réserves		19 537 626
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	-254 322 427	23 213 214
Résultat de l'exercice	384 573 267	417 302 907
Total du passif	34 743 761 753	47 065 609 937

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2002

Hors bilan	Exercice 2001	Exercice 2002
Engagements reçus	4 167 099 417	11 697 021 843
• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	4 167 099 417	11 697 021 843
· Reçus d'établissements de crédit		
· Reçus de la clientèle	4 167 099 417	11 697 021 843
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et charges assimilées	966 213 574	1 185 882 825
• Sur dettes interbancaires	370 899 035	263 026 376
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	595 314 539	922 856 449
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	63 879 983	63 879 816
Commissions		11 273 860
Charges sur opérations financières		15 321 535
• Charges sur titres de placement		3 877 462
• Charges sur opérations de change		11 444 073
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	1 143 221 834	1 451 895 607
• Frais de personnel	348 094 450	500 339 199
• Autres frais généraux	795 127 384	951 556 408
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	202 101 511	246 743 157
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	414 954 096	628 856 292
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux	218 155 912	266 812 425
Charges exceptionnelles	3 235 059	7 217 841

Pertes sur exercices antérieurs	1 907 889	2 297 774
Impôts sur les bénéfices	189 470 681	375 171 392
Bénéfice	384 573 267	417 302 907
Total des charges	3 587 713 806	4 672 655 431

Produits

Produits	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et produits assimilés	2 515 797 019	3 256 678 292
• Sur créances interbancaires	174 496 303	405 076 141
• Sur créances sur la clientèle	2 341 300 716	2 851 602 151
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	62 802 375	108 069 679
Produits sur opérations financières	311 611 939	446 204 971
• Produits sur titres de placement	50 824 266	82 573 672
• Dividendes et produits assimilés		
• Produits sur opérations de change	101 796 407	136 437 673
• Produits sur opérations de hors bilan	158 991 266	227 193 626
Produits divers d'exploitation bancaire	379 247 023	596 022 532
Produits généraux d'exploitation		
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations	3 052 043	21 888 795
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	313 632 560	209 617 750
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		

Produits exceptionnels	77 643	34 173 412
Profits sur exercices antérieurs	1 493 204	
Pertes		
Total des produits	3 587 713 806	4 672 655 431

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et produits assimilés	2 515 797 019	3 256 678 292
• Sur créances interbancaires	174 496 303	405 076 141
• Sur créances sur la clientèle	2 341 30 716	2 851 602 151
• Autres intérêts et produits assimilés		
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-966 213 574	-1 185 882 825
• Sur dettes interbancaires	-370 899 035	-263 026 376
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	-595 314 539	-922 856 449
• Autres intérêts et charges assimilées		
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	-63 879 983	-63 879 816
Marge d'intérêt	1 485 703 462	2 006 915 651
Produits de commissions	62 802 375	108 069 679
Charges de commissions		-11 273 860
Résultat net des commissions	62 802 375	96 795 819
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	50 824 266	78 696 210
• Dividendes et opérations assimilées		

BANK OF AFRICA - BURKINA FASO

Rapport annuel - Exercice 2002

• Opérations de change	101 796 407	124 993 600
• Opérations de hors bilan	158 991 266	227 193 626
Résultat net sur opérations financières	311 611 939	430 883 436
Autres produits d'exploitation bancaire	379 247 023	596 022 532
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	-1 143 221 834	-1 451 895 607
• Frais de personnel	-348 094 450	-500 339 199
• Autres frais généraux	-795 127 384	-951 556 408
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-202 101 511	-246 743 157
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations	3 052 043	21 888 795
Résultat brut d'exploitation	897 093 497	1 453 867 469
Résultat net des corrections de valeur	-101 321 536	-419 238 542
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG	-218 155 912	-266 812 425
Résultat courant (avant impôt)	577 616 049	767 816 502
Résultat exceptionnel	-3 157 416	26 955 571
Résultat sur exercices antérieurs	-414 685	-2 297 774
Impôts sur les bénéfices	-189 470 681	-375 171 392
Résultat net de l'exercice	384 573 267	417 302 907

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 17 avril 2003

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux comptes sur l'exercice 2002, les approuve dans toutes leurs parties et approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans les rapports.

Cet exercice 2002 se solde donc par un bénéfice de 417 302 907 F CFA, après une dotation aux amortissements de 246 743 157 F CFA, une dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux de 266 812 425 F CFA et un impôt sur les bénéfices de 375 171 392 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par la loi 023/96/ADP du 11 juillet 1996 et par la loi bancaire du 2 mai 1996, approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002. Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de ce même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice	417 302 907
Report à nouveau antérieur	23 213 214
Total à répartir	440 516 121
Réserve légale (15%)	62 595 436
Dividende	225 000 000

Report à nouveau	152 920 685
Total réparti	440 516 121

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que, après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 15% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 1 275 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au Siège Social à compter du 1er juillet 2003 par estampillage du coupon n° 2 du certificat d'action remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale ordinaire modifie la quatrième résolution de la précédente Assemblée Générale Ordinaire pour respecter les dispositions appliquées par la BCEAO en matière de commissariat aux comptes, conformément à l'acte uniforme de l'OHADA.

En conséquence le mandat de Madame Rosette NACRO Commissaire aux Comptes suppléant viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice 2006.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2002 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2002, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat. Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices. Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc..., n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long termes et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle. Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées selon les recommandations de la Banque Centrale relatives à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en

souffrance. Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

Frais d'établissement	20%
Constructions	5%
Matériel de transport	25%
Aménagements - Installations	10%
Mobilier et matériel de bureau, outillage (selon nature)	10-25%
Matériel informatiques	33 1/3%

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	10 155	403	8 404	704
De 1 mois à 3 mois	2			
De 3 mois à 6 mois		6 000		2 000
De 6 mois à 2 ans	430		345	
De 2 ans à 5 ans	424		720	
Plus de 5 ans				
Total	11 011	6 403	9 469	2 704

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	7 919	18 570	15 805	32 233
De 1 mois à 3 mois	39	65	71	2 229
De 3 mois à 6 mois	105	1 851	270	1 592
De 6 mois à 2 ans	6 076	1 219	7 835	1 434
De 2 ans à 5 ans	4 715	3 654	6 546	1 839
Plus de 5 ans	24		60	
Créances en souffrance	289		582	
Total	19 167	25 359	31 169	39 327

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	3 927	4 226	6 584	6 853
Entreprises privées	8 980	16 194	13 874	25 185
Sociétés d'état et établissements publics	6 260	2 772	10 053	5 646
Etat et organismes assimilés		2 167	658	1 643
Total	19 167	25 359	31 169	39 327

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2001*	Au 31/12/2002*
Créances douteuses	564	1 116
Provisions pour dépréciation	-324	-738
Créances douteuses nettes	240	378

2.3 Immobilisations financières

* En millions F CFA

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		
				%
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	22	20	300	6,67%
• BANK OF AFRICA - BENIN	234	60	6 000	1,00%
Sous total	256	80		
Dans les autres sociétés				
• AISSA	7	7	28	25,00%
Sous total	7	7	28	25,00%
Total participations	263	87		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2001*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2002*
Immobilisations brutes	200	48		248
Amortissements cumulés	-137	-56		-193
Total net	63	-8		55

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2001*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2002*
Immobilisations brutes	1 528	500	6	1 906
• Immobilisations en cours	298	293	22	599
• Immobilisations d'exploitation	1 214	99		1 313
• Immobilisations hors exploitation	16	8		24
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Amortissements	-384	-161		-545
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	-374	-161		-530
• Immobilisations hors exploitation	-10	-5		-15
• Immobilisations par réalisation de garantie				
Total net	1 144	347		1 361

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2001*	2002*
Débiteurs divers	133	93
Valeurs non imputées		
Valeurs à l'encaissement	317	1 500
Valeurs à rejeter en compensation	36	196
Dépôts et cautionnement		
Stocks et emplois divers		
Créances rattachées	37	66

Total	523	1 855
--------------	------------	--------------

2.6.2. Autres passifs

Nature	2001*	2002*
Dettes fiscales		
Dettes sociales		
Créditeurs divers	315	563
Dettes rattachées	272	421
Divers		
Total	587	984

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2001*	2002*
Charges comptabilisées d'avance	16	
Produits à recevoir	163	284
Divers	15	5
Total	194	289

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2001*	2002*
Charges à payer	136	179
Produits perçus d'avance	23	7
Divers	258	1 093
Total	417	1 279

2.8 Provisions pour risques et charges

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2001*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2002*
F.R.B.G.	218		267	485
Primes liées au capital				
Réserve légale				
Réserves réglementées		20		20
Autres réserves				
Capital social	1 250		250	1 500
Fonds affectés (prêts subordonnés)	350		-24	326
Fonds bloqués d'actionnaires	30		-30	
Report à nouveau	-254	278		24
Résultat 2001	385	-385		
Résultat 2002			417	417
Total	1 979	-87	880	2 772

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation)

2001	218
2002	267

Soit au 31/12/2002	485
--------------------	-----

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO s'élève à 1 500 millions de F CFA. Il est composé de 150 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F. La structure financière est la suivante :

Actionnaires	Structure
African Financial Holding (AFH)	39,70%
Autres BANK OF AFRICA	13,00%
Actionnaires Burkinabe	27,30%
Entreprises Privées Burkinabe	12,00%
Particuliers Burkinabe	15,30%
Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO)	9,60%
Cauris Investissement S.A.	10,00%
Autres	0,40%

3 Engagements hors bilan

Nature	2001*	2002*
Engagements donnés	4 578	15 356
• Engagements de financement - A la clientèle	406	1 502
• Engagements de garantie - A la clientèle	4 172	13 854
Engagements reçus	4 167	11 697
• Engagements de garantie - De la clientèle	4 167	11 697

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2001*	2002*
Sur créances interbancaires	170	400
• A vue	106	294
• A terme	64	106
Sur créances de la clientèle	2 342	2 852
• Créances commerciales	226	202
• Autres crédits à court terme	916	1 028
• Comptes ordinaires débiteurs	722	980
• Crédits à moyen terme	477	637
• Crédits à long terme	1	5
Total	2 512	3 252

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2001*	2002*
Sur dettes interbancaires	367	263
• A vue	23	17
• A terme	344	246
Sur dettes à l'égard de la clientèle	595	927
• A vue	5	26
• A terme	590	901
Total	962	1 190

4.3 Commissions

Nature	2001*	2002*
Commissions perçues (produits)	68	113
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	5
• Sur opérations avec la clientèle	63	108
Commissions versées (charges)	5	11
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	11
• Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2001*	2002*
Salaires et traitements	289	423
charges sociales	59	77
Total	348	500

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2003*	2004*
Impôts, taxes et versements assimilés	11	14
Redevance de crédit bail	64	64
Loyers	37	39
Entretien et réparations	49	66
Primes d'assurance	27	33
Intermédiaires et honoraires	223	246
Publicité, publications et relations publiques	33	37

Déplacements missions et réceptions	44	61
Frais postaux et frais de télécommunications	108	129
Achats non stockés de matières et fournitures	173	193
Jetons de présence		
Moins values de cessions		
Autres frais généraux	79	61
Total	848	952

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2001*	2002*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	199	243
• Des immobilisations hors exploitation	3	4
Reprises		
Total	202	247

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2003*	2004*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	407	619
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Pertes sur créances irrécouvrables	8	9
Reprises de provisions sur créances en souffrance		
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		

Reprises de provisions pour risques et charges		
Récuperations sur créances amorties		
Total	415	628

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2001	2002
Cadres expatriés	2	2
Cadres locaux	3	3
Gradés	8	14
Employés	43	37
Personnel non bancaire	7	7
Personnel temporaire		
Total	63	63

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2001*	2002*
Actif		
Opérations de trésorerie		
• Billets et monnaies	1 147	1 370
• Correspondants bancaires	11 010	6 292
Valeurs à l'encaissement et divers		
Passif		
Opérations de trésorerie		

• Correspondants bancaires	401	687
• Refinancements	6 000	2 000
• Autres sommes dues	2	17
Opérations avec la clientèle		
• Comptes ordinaires	25 359	39 327

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2002

Nature	En F CFA
Résultat de l'exercice 2002	417 302 907
Report à nouveau de l'exercice 2001	23 213 214
Total à répartir	440 516 121
Réserve légale (15%)	62 595 436
Dividende	225 000 000
Nouveau report à nouveau	152 920 685
Total réparti	440 516 121

6 Résultats des quatre derniers exercices

Nature	1999	2000	2001	2002
Capital en fin d'exercice				
• Capital social*	1 250	1 250	1 250	1 500
• Nombre des actions ordinaires existantes	125 000	125 000	125 000	150 000
Opérations et résultats de l'exercice*				
• Chiffre d'affaires	1 081	2 071	3 588	4 673

• Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	15	528	1 183	1 658
• Impôt sur les bénéfices		13	189	375
• Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	-163	155	385	417
Résultat par action (en milliers de F CFA)				
• Après impôts, avant amortissements et provisions		4 068	7 225	8 553
• Après impôts, amortissements et provisions		1 242	3 077	2 780
Personnel				
• Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice	43	50	63	63
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	224	279	348	500
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*				